

LES ANNONCES SONT REÇUES : A MARSEILLE : Chez M. G. Allard, rue Pavillon, 31 et dans nos bureaux ; A PARIS : à l'Agence Havas, place de la Bourse 6.

ABONNEMENTS : 3 mois 6 francs 1 an 12 francs 2 ans 24 francs

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> et du 15 de chaque mois

# Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Jeudi 7 Février 1918

REDACTION ET ADMINISTRATION : 75, rue de la Darse, 75 MARSEILLE

Bureaux à Paris : 10, rue de la Bourse

43<sup>e</sup> ANNÉE - 10 cent. - No 14.977

## Pas de Chef unique

M. Bonar Law, répondant à des questions qui lui avaient été posées à la Chambre des Communes sur les résolutions du récent Conseil supérieur de guerre interallié de Versailles, a fait connaître que le Conseil n'avait pas nommé un généralissime commandant à toutes les armées de l'Entente. Cette réponse n'aura surpris personne, car on savait déjà que si les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et des Etats-Unis d'Amérique s'étaient trouvés pleinement d'accord sur la question de l'unité d'action, la question de l'unité de commandement n'avait pas été soulevée. La solution que tant d'excellentes raisons semblent commander. L'important Conseil supérieur de guerre qui vient de se réunir ne nous a pas donné la nomination d'un chef unique sous le commandement duquel eussent été placés tous les fronts alliés, et il faut reconnaître qu'il ne pouvait pas nous le donner en raison même de l'opposition où s'obstinent nos amis et alliés de l'autre côté de la Manche.

Nous persistons à juger déplorable cette impossibilité d'aboutir d'une question qui est cependant si simple, ou qui du moins le serait si de fécheuses considérations d'amour-propre n'en venaient fausser l'examen. Chaque armée tient à avoir son chef et chaque nation tient à conserver l'autonomie de ses forces militaires engagées dans la lutte gigantesque : rien là que de très naturel. Mais il ne faudrait pas oublier que, au fond, toutes les armées de l'Entente ne forment qu'une seule armée s'opposant à l'armée commune de la coalition germanique. Or, l'armée de la coalition germanique a un grand chef, qui est Hindenburg, un grand chef qui dirige toutes les grandes opérations stratégiques de l'ennemi. Pourquoi l'armée de l'Entente n'a-t-elle pas son grand chef ?

Elle a depuis quelque temps, il est vrai, un état-major interallié, un Comité centralisateur siégeant à Versailles. Mais un Comité, si bien composé soit-il, n'a jamais tenu la place d'un chef. C'est ce qu'expliquait il y a quelques jours encore le général de Lacroix. « Un Comité interallié, déclarait-il, peut préparer dans les grandes lignes un plan général d'action, mais il ne saurait tout prévoir. L'exécution complète d'un plan d'opérations quel qu'il soit ne peut être assurée que par les directives d'un chef suprême unique, ayant l'autorité nécessaire pour le modifier si les circonstances l'exigent et se ménager les moyens d'intervenir par une judicieuse répartition des forces dont il dispose, en vue des buts à atteindre. Des directives qui donnent des actes de commandement, tandis que celles d'un Comité ne peuvent être que des suggestions ». Et il concluait qu'il fallait un généralissime sur chaque front, mais qu'il fallait au-dessus un chef unique qui embrasserait tous les fronts, qui coordonnerait leur action et qui commanderait, plutôt qu'un organisme supérieur. « La désignation d'un chef suprême, écrit-il, nous apporterait un élément certain de cohésion et de succès dans la direction générale des opérations ». Malheureusement c'est un élément que nous ne sommes pas près d'avoir...

## PROPOS DE GUERRE

### Policemen volontaires

J'ai lu dans un journal qu'il existe, à Londres, un corps spécial de police, composé de citoyens volontaires.

Ces policemen ne sont pas rétribués. On leur paie seulement leur équipement, qui est de plus simples : une lévite, un képi et un sifflet. Bien que remplaçant la police régulière, leur formation a considérablement diminué, leur organisation n'est pas arrêtée, les malfaiteurs, mais à venir en aide aux habitants quand il prend aux « Huns », qui est le nom anglais des Boches, l'envie de faire pleuvoir des bombes sur la capitale.

Quand tout est calme, ils se livrent à leurs occupations ordinaires, mais dès que l'alerte est donnée, ils courent chez eux, endosser la lévite, coiffent le képi et rallient le poste qui leur a été assigné. Ceux-ci ont mission de venir en aide aux affolés (il y en a toujours dans ces moments-là, même en Angleterre), ceux-là font fonctionner les téléphones d'alarme, d'autres s'occupent d'éteindre les lumières qui s'obstinent à bruler, chacun fait sa petite affaire sans se soucier d'autre chose, absolument comme sur un cuirassé quand on commande la manœuvre d'incendie.

Maintenant, supposons qu'en France, où nous manquons de police, on crée dans les grandes villes un pareil corps de volontaires ; savez-vous ce qui arriverait ? D'abord personne ne voudrait « en être » ; mais, en admettant qu'on ait mis la main sur quelques centaines de « citoyens dévoués », le second jour, les lettres anonymes pleuviendraient, dénonçant la plupart des volontaires comme indignes. Ensuite, les policiers amateurs, qui seraient astreints, usant de leur autorité pour flâner des contraventions à ceux de leurs concitoyens dont la figure ne leur reviendrait pas.

Car, en France, nous aimons beaucoup la liberté — à la nôtre.

ANDRÉ NEGIS.

## LA GUERRE

### Violente lutte d'artillerie dans la région du bois des Fosses

Les coups de main ennemis échouent sur le front anglais

## LA SITUATION

Paris, 6 Février.

Les membres du Comité de guerre se sont réunis ce matin à l'Élysée sous la présidence de M. Poincaré.

Paris, 6 Février.

La lutte d'artillerie dont je signalai hier la reprise sur de nombreux points du front s'est encore accentuée. Les secteurs où elle est particulièrement violente sont ceux de Neuport et Saint-Quentin sur le front britannique, du Chemin-des-Dames sur notre front.

Un de nos confrères croit pouvoir affirmer que les Allemands ont constitué, à l'arrière de leurs lignes, trois masses de manœuvres dont la position pourrait laisser supposer l'intention de nous attaquer en Alsace et sur la Moselle, la troisième offensive étant dirigée contre les Anglais. Tout cela est possible.

On peut être assuré que notre haut commandement, s'il ignore le plan de l'ennemi et de ses intentions, n'ignore rien de ses préparatifs. Et, de notre côté, nous ne sommes pas restés inactifs dans l'attente des événements.

Mais l'ennemi, après avoir claironné son offensive formidable, ne parait pas pressé de l'entreprendre. Peut-être veut-il attendre la situation en Russie. Je le crois volontiers. Mais tout cela n'arrange pas les affaires du Kaiser. Hier, à la Chambre des Communes, M. Bonar Law, interrogé, a répondu catégoriquement que la Conférence interalliée n'avait pas nommé un généralissime. Il me sera permis de dire que je le regrette profondément.

MARIUS RICHARD.

## L'Armée américaine sur le Front

New-York, 6 Février.

Les officiers américains ont été officiellement autorisés à faire connaître que le secteur du front occupé par l'armée américaine se trouve en Lorraine au nord-ouest de Toul. Toute la presse saluait cette nouvelle comme l'avant-courier de la paix que sauront imposer les Alliés.

## L'échange des prisonniers tuberculeux entre l'Autriche et l'Italie

Rome, 6 Janvier.

À la suite d'accords intervenus par l'entremise de la Croix-Rouge suisse, l'échange des prisonniers tuberculeux entre l'Autriche et l'Italie a commencé. Le premier convoi est déjà arrivé.

## AUTRE INCIDENT

Comme la défense lui reproche de se faire acrobate, il répond : C'est qu'il l'accusation et la patrie se confondent. (Vifs applaudissements au fond de la salle).

Je ne puis admettre cette attitude, dit le défenseur de Porchère.

Le pays vous la fera admettre, répond le ministre public.

Et M. Casella, reprenant la parole, s'écrie en frappant la table : Je vous salue l'Assemblée de toutes mes forces et je le ferai. Je dirai que ce homme (il désigne Bolo) est un traître. (Vifs applaudissements).

M. Marcel Héraud. — Je proteste contre ces paroles dans la bouche d'un témoin qui se fait accusateur.

Le témoin. — J'ignorais que vous fussiez le défenseur de Bolo. Je reconnais d'ailleurs qu'il est facile de défendre Bolo que de défendre sa patrie.

M. Héraud. — Je l'ai défendu, ma patrie. Je suis bécote et j'ai la Croix.

Et moi aussi, riposte vivement M. Casella.

« Alors, nous sommes égaux si nous portons la Croix de guerre, tous les deux ? »

Et M. Casella de répondre : Ceux qui ont servi la propagande allemande sont dix fois plus méritants que ceux qui ont tourné le dos à l'ennemi. (Applaudissements).

Le président invite la salle à garder le silence. La salle ne peut plus.

L'argent du « Journal » est allemand

Reprenant le cours de la discussion : Ce que je sais de l'affaire Schoeller est de notoriété publique, dit M. Casella. On sait que l'argent de Lechner est l'argent allemand. Et ce que je sais de curieux, c'est que Charles Humbert tombant de Charybde en Scylla prit de l'argent allemand dans une poche pour le mettre à l'usage de son frère. Et moi, je suis un Parisien de Genève, dit en souriant le témoin, et vous savez que l'enquête ordonnée par le tribunal fédéral est confiée à M. Borel, avocat genevois.

M. Albert Sully demande pourquoi dans un de ses articles le témoin assure que des Allemands traitaient Bolo de canaille.

Parce que je l'ai effectivement entendu, dit M. Casella.

Revenant sur le rapport déposé par lui sur le bureau de M. Bouchardon, M. Casella répond à une nouvelle question de M. Albert Sully. Les jours 1917, j'ai reçu la visite de M. Mouthon qui m'a dit avoir connaissance de mes notes sur Bolo et m'assurant qu'il y aurait intérêt à rassembler M. Charles Humbert. J'ai remis une analyse, un résumé assez complet de mon enquête qu'il m'a donné à M. Charles Humbert, et dit Bolo à l'entre-à-soi, mais ce dossier, je ne sais qui lui a apporté.

C'est M. Mouthon déclare Bolo.

M. Albert Sully remarque que M. Pascal d'Aix, consul général de Genève, en faisant sa déposition, a complètement omis la conversation qu'il aurait eue avec Bolo.

M. Casella maintient que la conversation a été tenue et telle qu'il l'a rapportée.

## LA TAXE SUR LES OBJETS DE LUXE

Paris, 6 Février.

La Commission de la législation fiscale réunie sous la présidence de M. Varenne, a procédé à un premier examen du tableau de répartition des objets de luxe pour la perception des taxes de luxe.

M. Joseph Denais qui a rapporté la loi du 31 décembre 1917, en ce qui concerne ces taxes, présente son rapport à la prochaine séance.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL ANGLAIS

6 Février.

Des tentatives de coups de main ont échoué, cette nuit, vers Méricourt et Avion.

Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

Aucun événement important à signaler, en dehors de quelque activité des deux artilleries vers Hargicourt et au sud de Lens.

## SUR NOTRE FRONT

Le lieutenant Morinet, commissaire du gouvernement, a été nommé à la direction de la Sûreté générale.

M. France expose tout d'abord les conditions dans lesquelles il est parvenu à découvrir le rôle de Bolo en 1916, puis il expose les constatations qu'il a faites. Il connaît déjà Bolo de réputation. Il a vu un homme assis d'honneurs et assez dénué de scrupules, non n'étant parvenu à la connaissance de M. France, permettant de considérer Bolo comme un traître. Le pacha se trouvait à Biarritz, lorsque le pacha reçut sa mission et c'est tout d'abord sur la recherche de l'origine de la fortune suspecte de Bolo que se porta l'activité de M. France. Il a découvert successivement et singulièrement troublants qu'il fit à ce propos. Suivant la piste de Bolo, il a découvert que Bolo avait été nommé à l'Amérique et pour préciser de la Royal Bank of Canada. Des renseignements furent immédiatement demandés sur cette banque et sur une somme de trois millions qui étaient transférés dans une agence du Comptoir d'Économie à Paris. Le lieutenant Morinet a été nommé à la direction de la Sûreté générale.

M. France expose tout d'abord les conditions dans lesquelles il est parvenu à découvrir le rôle de Bolo en 1916, puis il expose les constatations qu'il a faites. Il connaît déjà Bolo de réputation. Il a vu un homme assis d'honneurs et assez dénué de scrupules, non n'étant parvenu à la connaissance de M. France, permettant de considérer Bolo comme un traître. Le pacha se trouvait à Biarritz, lorsque le pacha reçut sa mission et c'est tout d'abord sur la recherche de l'origine de la fortune suspecte de Bolo que se porta l'activité de M. France. Il a découvert successivement et singulièrement troublants qu'il fit à ce propos. Suivant la piste de Bolo, il a découvert que Bolo avait été nommé à l'Amérique et pour préciser de la Royal Bank of Canada. Des renseignements furent immédiatement demandés sur cette banque et sur une somme de trois millions qui étaient transférés dans une agence du Comptoir d'Économie à Paris. Le lieutenant Morinet a été nommé à la direction de la Sûreté générale.

## LES SCANDALES

### L'affaire Bolo en Conseil de Guerre LA TROISIÈME AUDIENCE

Paris, 6 Février.

La troisième séance de l'affaire Bolo est ouverte à 1 heure, sous la présidence du colonel Voyer. Le public, toujours le même, se presse dans la salle.

L'audition des témoins

Le premier témoin entendu est M. France, commissaire divisionnaire à la direction de la Sûreté générale.

M. France expose tout d'abord les conditions dans lesquelles il est parvenu à découvrir le rôle de Bolo en 1916, puis il expose les constatations qu'il a faites. Il connaît déjà Bolo de réputation. Il a vu un homme assis d'honneurs et assez dénué de scrupules, non n'étant parvenu à la connaissance de M. France, permettant de considérer Bolo comme un traître. Le pacha se trouvait à Biarritz, lorsque le pacha reçut sa mission et c'est tout d'abord sur la recherche de l'origine de la fortune suspecte de Bolo que se porta l'activité de M. France. Il a découvert successivement et singulièrement troublants qu'il fit à ce propos. Suivant la piste de Bolo, il a découvert que Bolo avait été nommé à l'Amérique et pour préciser de la Royal Bank of Canada. Des renseignements furent immédiatement demandés sur cette banque et sur une somme de trois millions qui étaient transférés dans une agence du Comptoir d'Économie à Paris. Le lieutenant Morinet a été nommé à la direction de la Sûreté générale.

## Les Evénements de Grèce

Athènes, 6 Février.

Les éléments réactionnaires ont tenté de fomenter un mouvement pour remplacer Constantin sur le trône, parmi les réservistes cantonnés à Lamia.

La mutinerie a été réprimée totalement. Tous les journaux sans exception exigent que la punition des mutins soit proportionnée à la monstruosité de la tentative qui, bien que sans but ni programme, n'en était pas moins réprimée aussi convenablement que la situation le comporte, demanderait courage à la bande de renégats constitutionnistes dans leur œuvre de destruction.

Le peuple grec a compris la situation. Des motions demandant la punition implacable des mutins arrivent de toutes parts au bureau politique de M. Venizelos.

## L'Affaire des Carburants

Paris, 6 Février.

La troisième audience de l'affaire des Carburants a eu lieu ce matin à 11 heures.

M. Girard Jordan est à nouveau interrogé et continue à préciser les relations commerciales qui unissaient la S. P. A. et la Lonza.

Il affirme lui aussi, que M. Gall et le Conseil d'administration ont préparé la conclusion de l'affaire, lorsqu'ils en eurent connaissance et déclare qu'il ne connaît la possibilité d'un tel acte que par un exposé qu'il a eu la date en mémoire. Dès qu'il le vit, il se souvint de l'abus d'administration.

Le témoin déclare qu'il ne sait pas si une telle allusion avait été faite sur ce point dans une revue scientifique et que les incriminés devaient lui en parler. Un assez grand nombre de ces motifs devaient être soumis au conseil de guerre et au conseil de guerre.

M. Kling, directeur du Laboratoire municipal de Paris, déclare que le cyanamide et le cyanure de potassium, qui sont des explosifs, peuvent être transformés en explosifs, mais que cette transformation est un travail très délicat et que M. Bertrand, professeur de la Sorbonne, M. Hanriot, directeur des essais à la Monnaie s'associent à ces déclarations de M. Kling. M. Fusan, professeur d'électro-technique à la faculté de Grenoble fait aussi une déclaration analogue.

L'audience est levée à 6 heures.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 6 Février.

Lutte d'artillerie, violente vers la fin de la nuit, sur la région du bois des Fosses.

En Wœvre, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

## UN INCIDENT

Le lieutenant Morinet, commissaire du gouvernement, a été nommé à la direction de la Sûreté générale.

M. France expose tout d'abord les conditions dans lesquelles il est parvenu à découvrir le rôle de Bolo en 1916, puis il expose les constatations qu'il a faites. Il connaît déjà Bolo de réputation. Il a vu un homme assis d'honneurs et assez dénué de scrupules, non n'étant parvenu à la connaissance de M. France, permettant de considérer Bolo comme un traître. Le pacha se trouvait à Biarritz, lorsque le pacha reçut sa mission et c'est tout d'abord sur la recherche de l'origine de la fortune suspecte de Bolo que se porta l'activité de M. France. Il a découvert successivement et singulièrement troublants qu'il fit à ce propos. Suivant la piste de Bolo, il a découvert que Bolo avait été nommé à l'Amérique et pour préciser de la Royal Bank of Canada. Des renseignements furent immédiatement demandés sur cette banque et sur une somme de trois millions qui étaient transférés dans une agence du Comptoir d'Économie à Paris. Le lieutenant Morinet a été nommé à la direction de la Sûreté générale.

## L'Affaire Bolo-Cavallini en Italie

Rome, 6 Février.

Le Giornale d'Italia dit que M. Rericcardi a été arrêté sur mandat de l'autorité militaire, hier matin vers 9 heures.

Les agents ont perquisitionné dans son appartement.

## LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE

Rome, 6 Février.

M. Orlando s'est rendu hier au quartier général pour rendre compte au roi de son récent voyage à Paris et à Londres, et sur les conférences de Versailles.

Dans l'après-midi, M. Orlando a eu une longue conférence avec le général Diaz sur les questions spécialement du côté militaire et les conférences de Versailles.

## L'Action allemande aux Etats-Unis

Paris, 6 Février.

M. John R. Hathon continue le récit des complots allemands en Amérique. Il dit que le 2 mai 1918, il fut mis en rapport avec le capitaine Kael qui lui demanda de suggérer au président Wilson d'arrêter les envois de munitions en Europe.

Vous pouvez dire catégoriquement au président, dit-il, que s'il y a un embargo effectif, l'Allemagne entamera immédiatement des négociations.

## LE COMTE DE MONTE-CRISTO

M. de Villefort avait-il quelque motif de haine contre vous ? demanda l'inspecteur.

Ancun, monsieur ; et même il a été bienveillant pour moi.

Je pourrais donc me fier aux notes qu'il a laissées sur vous ou qu'il me donnera ?

Entièrement, monsieur.

C'est bien, attendez.

Dantès tomba à genoux, levant les mains vers le ciel et murmurant une prière dans laquelle il recommandait à Dieu cet homme qui était descendu dans sa prison, pareil au Sauveur allant délivrer les âmes de l'enfer. La porte se referma ; mais l'espoir dessein avec l'inspecteur était resté enfoncé dans le cachot de Dantès.

Veuillez-vous voir le registre d'écrou tout de suite, demanda le gouverneur, ou passer au cachot de l'abbé ?

Émisses-en avec les sachets tout d'un coup, répondit l'inspecteur. Si je remontrais reproduction interdite aux journaux qui n'ont pas de traité avec MM. Calmann-Lévy, éditeurs, à Paris.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 6 Février.

Lutte d'artillerie, violente vers la fin de la nuit, sur la région du bois des Fosses.

En Wœvre, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 6 Février.

Lutte d'artillerie, violente vers la fin de la nuit, sur la région du bois des Fosses.

En Wœvre, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 6 Février.

Lutte d'artillerie, violente vers la fin de la nuit, sur la région du bois des Fosses.

En Wœvre, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

## COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Paris, 6 Février.

Lutte d'artillerie, violente vers la fin de la nuit, sur la région du bois des Fosses.

En Wœvre, nos patrouilles ont ramené des prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

Voilà le film Monte-Cristo dans les Cinémas passant les vus Pathé frères.



